GREEN
EUROPEAN
JOURNAL

Une Europe géopolitique commence par une politique sociale

Article by Mehtap Akgüç
March 24, 2022

Le mot “géopolitique” évoque des images d’un monde hors du temps, de généraux et de diplomates faisant glisser des pièces d’échecs sur des cartes. Cela ne veut pas dire que les rapports de force ont disparu. Les grandes puissances, y compris l’Europe, se disputent le pouvoir dans plus de domaines que jamais. Mais il ne peut s’agir d’un projet descendant. Toute tentative de vision géopolitique pour l’Europe doit commencer par la justice sociale et la démocratie.

Les institutions européennes se sont engagées dans un concept connu sous le nom d'”autonomie stratégique ouverte”. Au sens large, il s’agit de la capacité de l’Union européenne à agir en utilisant ses propres ressources et à réduire ses dépendances vis-à-vis d’autres parties du monde. Il s’agit de l’un des éléments clés promus par les institutions européennes dans le cadre du redressement de l’Europe après la pandémie de Covid-19. Dans un contexte mondial en mutation, l’obtention d’une “autonomie stratégique ouverte” est la stratégie de la Commission européenne pour que l’Europe devienne un acteur mondial clé.

La pandémie a étendu la compréhension de la géopolitique à de nouveaux domaines tels que la technologie et la santé. Toutefois, cette compréhension n’est pas encore assez étendue. Toute vision géopolitique de l’Union européenne repose en définitive sur les sociétés européennes. Pour être efficace, une autonomie stratégique ouverte doit dépasser les considérations géopolitiques conventionnelles pour intégrer les dimensions socio-économiques ainsi que les réalités environnementales. Les politiques déterminées aux plus hauts niveaux peuvent affecter la vie des gens de manière très concrète et très rapide. Une Europe géopolitique qui néglige la dimension sociale risque de susciter du ressentiment et de provoquer une réaction brutale de la population.

La toile de fond de l’autonomie stratégique

Pendant longtemps, l'”autonomie stratégique” était principalement utilisée dans des contextes militaires et de politique étrangère pour désigner la capacité d’un État à agir seul dans des questions de sécurité nationale et d’importance stratégique. Aujourd’hui, la géopolitique mondiale est de plus en plus complexe. Des questions telles que les politiques climatiques se croisent avec d’autres domaines dans un contexte géoéconomique en constante évolution, caractérisé par la concurrence entre les deux principaux acteurs mondiaux, les États-Unis et la Chine. Au fil du temps, le concept d’autonomie stratégique s’est donc élargi pour inclure des domaines tels que le développement technologique et les intérêts économiques.

Our latest edition – Moving Targets: Geopolitics in a Warming

World – is out now.

It is available to read online & order straight to your door.

READ & Order

Puis vint le Covid-19. Il ne s'agissait pas seulement d'une grave crise de santé publique ; la pandémie et les blocages qui ont suivi ont ébranlé les fondements économiques et sociaux des sociétés du monde entier. En Europe, la crise a mis en évidence une série de vulnérabilités, révélant la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis d'autres pays dans des domaines d'importance stratégique. Les perturbations de la production et de l'approvisionnement en biens essentiels, tels que les masques de protection ou en intrants tels que les précurseurs de médicaments, produits en Inde et en Chine ont laissé les systèmes de santé européens démunis pendant la crise. Le concept d'autonomie stratégique ouverte a été développé pour que l'Europe soit mieux préparée aux crises futures. Son objectif premier est une Europe plus résiliente face aux défis, tandis que le préfixe "ouvert" vise à indiquer que l'UE reste engagée dans des relations multilatérales avec des partenaires partageant les mêmes idées.

Les politiques sociales dans un monde interconnecté

Dans le contexte actuel, il est de plus en plus admis que différentes politiques sont entrelacées. La politique commerciale, par exemple, n'est plus isolée de la politique climatique ; en théorie, du moins, les deux sont censées travailler ensemble.

La transition énergétique est un exemple clair de cette interconnexion. Face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement, la transition verte exige la transformation du système énergétique européen. Ce processus impliquera des changements perturbateurs dans la manière dont l'énergie est à la fois produite et consommée. L'élimination progressive des sources d'énergie à forte teneur en carbone entraînera une hausse des coûts énergétiques. La rareté de certaines ressources telles que les minerais de terres rares et les taxes sur le carbone fera encore grimper les coûts. Au cours des prochaines décennies, les prix de l'énergie se stabiliseront et finiront par baisser grâce à la disponibilité accrue de sources renouvelables plus propres et moins chères. Dans l'intervalle, toutefois, les factures d'énergie devraient augmenter et davantage de personnes pourraient se retrouver en situation de pauvreté énergétique.

> *Le développement industriel, l'investissement dans les compétences et la création d'emplois décents vont de pair.*

En d'autres termes, les voies de décarbonisation qu'une Europe plus autonome et durable doit suivre auront un coût social. L'évolution des dépendances à l'égard des sources d'énergie aura un impact sur les importations et le commerce de l'énergie. Sans une protection sociale renforcée tout au long de la transition verte, la détérioration des conditions socio-économiques pourrait susciter l'opposition du public. Le mouvement des gilets jaunes en France a été déclenché par une hausse des prix des carburants due à une

nouvelle taxe sur le carbone, qui est venue s'ajouter à une accumulation de difficultés financières existantes auxquelles sont confrontés les ménages à revenus moyens et faibles. La crainte d'une réaction sociale similaire semble être présente dans la pensée de certains décideurs politiques, qui ont reconnu que la société doit être entraînée si l'on veut une transition juste crédible.

Les conditions socio-économiques sont inséparables des politiques énergétiques, qui sont inséparables des relations commerciales, qui sont inséparables des dynamiques géopolitiques, qui sont inséparables du contrôle des matières premières et des ressources critiques. Bienvenue dans un monde où (presque) tout est interconnecté.

L'aspect stratégique de la politique sociale

Étant donné leurs nombreuses connexions entre différents domaines politiques, les initiatives visant à renforcer l'autonomie stratégique ouverte de l'Europe peuvent difficilement être séparées de leurs implications sociales et économiques. Cependant, la politique sociale reste un aspect peu discuté du débat, alors qu'elle devrait en faire partie intégrante.

La réduction de la dépendance de l'Europe à l'égard d'autres parties du monde implique le (re)développement de secteurs et d'industries stratégiques et peut inclure la relocalisation de lignes de production critiques en Europe. Le renforcement de l'investissement dans les compétences essentielles est au cœur de cet effort. Investir dans les personnes et leur savoir-faire est de la plus haute importance pour une Europe qui souhaite stimuler l'innovation et rester compétitive pendant la double transition de la numérisation et de la durabilité, en particulier si elle vise à devenir un leader mondial dans les industries stratégiques.

Selon les prévisions du Centre européen de formation professionnelle (Cedefop), l'Europe est confrontée à des pénuries de compétences dans des professions telles que les industries numériques, la recherche scientifique, les soins de santé et l'enseignement. À titre d'exemple, on peut citer la demande croissante d'architectes durables en Italie, et la demande européenne de travailleurs aux compétences spécialisées suscitée par le développement de l'industrie de la voiture électrique. Il va sans dire qu'afin d'identifier et d'investir dans les bonnes compétences pour les emplois futurs, la coordination avec les systèmes d'éducation et de formation est essentielle. Si l'Union européenne a déterminé que les nanotechnologies et la production de semi-conducteurs sont essentielles à son autonomie stratégique, il est tout aussi important de doter les personnes des compétences spécifiques nécessaires. Le développement industriel, l'investissement dans les compétences et la création d'emplois décents vont de pair.

Les projections démographiques suggèrent que la population de l'Europe augmentera légèrement jusqu'en 2026, après quoi s'amorcera un déclin qui durera jusqu'en 2100 et probablement au-delà. La combinaison de l'allongement de l'espérance de vie, de la baisse des taux de natalité et des flux migratoires donne une image démographique caractérisée par une diminution de la main-d'œuvre. Les pénuries de main-d'œuvre existantes risquent de s'aggraver au cours des prochaines décennies, notamment dans certains secteurs critiques et en particulier pour les régions européennes qui souffrent déjà de dépeuplement. Selon une étude de l'Agence européenne pour l'amélioration des conditions

de vie et de travail (Eurofound), des pays comme l'Autriche, la Belgique, la République tchèque et les Pays-Bas sont confrontés à une demande de main-d'œuvre non satisfaite dans les secteurs numériques. La pandémie va aggraver la situation générale ; des secteurs tels que la construction sont confrontés à des difficultés particulières. Ces tendances démographiques soulèvent des questions quant à la capacité de l'Europe à pourvoir les emplois dans les secteurs critiques. Les politiques en faveur d'un vieillissement actif et sain des personnes âgées sont un moyen de résoudre ces problèmes. Toutefois, le relèvement de l'âge de la retraite, qui varie considérablement d'un pays à l'autre de l'UE, peut rapidement devenir une question litigieuse, en particulier dans certains pays.

Les citoyens doivent pouvoir s'exprimer sur des questions qui auront un impact fort sur leurs activités économiques ainsi que sur leur vie quotidienne.

Dans ce contexte, se concentrer sur la politique de la jeunesse est une étape importante qui pourrait avoir un effet décisif sur la prospérité de l'Europe au cours des prochaines décennies. Réduire la proportion de jeunes qui ne sont ni dans l'enseignement ni dans l'emploi, et soutenir leur transition vers le marché du travail, peut contribuer à éviter l'expérience amère de la crise financière de 2008 qui a marqué la carrière de nombreux jeunes pendant des années. La Commission européenne a indiqué qu'elle investirait davantage dans les jeunes par le biais d'un nouveau programme de mobilité intitulé ALMA (Aim, Learn, Master, Achieve) destiné à aider les jeunes à trouver un emploi à l'étranger. Si la promotion de la mobilité des jeunes est une idée judicieuse, comme le montre le succès des programmes Erasmus, le programme devrait aller au-delà de la proposition d'une expérience professionnelle temporaire à l'étranger. La lutte contre le chômage des jeunes, particulièrement élevé dans certains pays et régions d'Europe, doit être une priorité.

En outre, les jeunes sont de plus en plus conscients de l'urgence climatique et des défis environnementaux plus larges, incitant les responsables politiques à faire pression pour la protection de l'environnement et à accroître les efforts pour atténuer le changement climatique et s'y adapter. La pérennité de l'autonomie stratégique de l'Europe en matière de politique climatique dépend donc également du soutien de la prochaine génération.

Un aspect crucial de l'aspect social de l'autonomie stratégique concerne les transitions justes et équitables face au changement climatique et à la numérisation. La transition verte est une condition préalable essentielle à l'autonomie stratégique de l'Europe, car elle peut réduire les dépendances extérieures en matière d'énergie et de ressources rares. Dans le même temps, elle aura des répercussions inégales sur la répartition, avec des effets négatifs sur l'emploi dans les secteurs économiques confrontés à la restructuration. Les pays auront des expériences différentes de la double transition en fonction de leurs structures économiques et industrielles existantes, ainsi que de leur accès relatif aux matières premières. Les pertes d'emplois potentielles doivent être gérées avec soin afin de garantir que la transition soit un processus équitable pour tous. Les partenaires sociaux doivent être davantage impliqués, à tous les niveaux, afin de s'assurer que les travailleurs sont accompagnés et soutenus à toutes les étapes des transitions. Faute de quoi, les

inégalités risquent de se creuser, la polarisation de s'accentuer et le public de se retourner contre les politiques vertes perturbatrices – et l'autonomie stratégique pourrait bien être compromise.

Pour garantir des transitions équitables et justes vers une économie neutre en carbone, des fonds supplémentaires seront nécessaires pour soutenir les secteurs les plus dépendants des processus à forte intensité de carbone. Dans le cadre du paquet "Fit for 55", la Commission européenne a proposé la création d'un Fonds social pour le climat, qui s'ajouterait aux fonds existants pour une transition juste, afin d'aider les citoyens à financer des investissements dans l'efficacité énergétique et des solutions de mobilité plus propres. Reste à savoir si cela suffira à assurer une transition juste.

La voie à suivre

Le débat sur l'autonomie stratégique européenne est appelé à se poursuivre dans les années à venir. Avec l'arrivée de la France à la présidence de l'UE en 2022, l'autonomie stratégique ouverte deviendra probablement encore plus centrale dans le discours politique européen. La déception de la France d'avoir été exclue du pacte militaire AUKUS entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, et d'avoir ainsi perdu un contrat lucratif de sous-marins nucléaires avec l'Australie, ne fera que renforcer cette tendance. L'affaire AUKUS a ébranlé l'image d'une Europe capable de maintenir son indépendance et son influence face à d'autres acteurs géopolitiques.

Si le contexte géopolitique est en constante évolution, une chose est claire : les citoyens doivent être au premier plan sur la voie de l'autonomie stratégique. Toutes les initiatives proposées devraient inclure l'engagement des citoyens et offrir un soutien, par exemple pour la recherche d'un emploi ou dans le domaine de l'éducation et de la formation. Les attentes doivent être gérées dès le début, et la transparence sur l'impact proposé des politiques en cours de discussion – y compris une explication des compromis – sera essentielle. Les considérations socio-économiques se situent à l'intersection de la géopolitique et de la politique climatique. En le précisant dès le départ – et non a posteriori -, l'opinion publique acceptera mieux les politiques nécessaires pour faire progresser l'autonomie stratégique de l'Europe. Toute tentative d'autonomie stratégique qui ne repose pas sur une base de légitimité sociale et démocratique est vouée à l'échec.

La pensée transformatrice et la co-conception participative des politiques sont des exemples de la manière dont les citoyens pourraient être directement impliqués dans des questions d'importance stratégique. Malgré leurs limites, les assemblées citoyennes sur le climat en France et au Royaume-Uni et les panels de citoyens organisés dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe sont un début. En fin de compte, les politiques concernent les gens, et ce sont eux qui en ressentent les effets. Les citoyens devraient donc pouvoir s'exprimer sur des questions qui auront un impact important sur leurs activités économiques ainsi que sur leur vie quotidienne. Ils devraient recevoir un soutien approprié concernant les coûts et les conséquences de ces décisions. Si ce n'est pas le cas, l'autonomie stratégique suscitera du ressentiment et pourrait entraîner une réaction brutale de l'opinion publique, qui ne serait plus qu'un mot à la mode dans l'UE.

Mehtap Akgüç is a senior researcher at the European Trade Union Institute (ETUI) and a research affiliate at the Institute of Labor Economics (IZA). Her research focuses on labour markets, wage inequalities, migration and mobility, the green and circular economy, and economic development. She holds a PhD in economics from the Toulouse School of Economics.

Published March 24, 2022
Article in French
Translation available in English, Polish
Published in the *Green European Journal*
Downloaded from https://www.greeneuropeanjournal.eu/une-europe-geopolitique-commence-par-une-politique-sociale/

The Green European Journal offers analysis on current affairs, political ecology and the struggle for an alternative Europe. In print and online, the journal works to create an inclusive, multilingual and independent media space.
Sign up to the newsletter to receive our monthly Editor's Picks.